

Les crédits

J'ai constaté qu'au niveau du comité mixte, on se préoccupait beaucoup plus de préparer des voyages à Oslo, à Bruxelles, dans l'est et dans l'ouest du Canada. Remarquez bien l'horaire des travaux du comité mixte pour les semaines et les mois qui viennent, monsieur le Président, et vous allez pouvoir le constater vous-même. Je pense qu'il y a cinq, six ou sept voyages de planifiés pour aller voir dans d'autres pays du monde comment ils s'y prennent, eux, pour examiner une nouvelle politique de défense. Je n'ai rien contre ça, mais en attendant il y a des hommes et des femmes qui travaillent dans nos usines militaires et qui auraient besoin qu'on discute de la reconversion. Pendant ce temps-là, on discute des voyages qu'on devra faire pour aller voir quelles approches ont les autres pays face à la fin de la guerre froide, comment ils réaménageront leur défense. Peut-être que c'est un travail qui doit être fait, mais pas au détriment d'un autre travail, qui est celui de la reconversion.

● (1240)

C'est sûr que depuis la fin de la guerre froide, on préconise, à gauche et à droite, un peu partout à travers le monde, une politique de désarmement, plutôt qu'une politique d'armement, une politique de mission de paix. Et dans ce sens, vous voyez devant vous l'homme le plus heureux du monde. Si tous les pays au monde pouvait pratiquer une politique de désarmement et de mission de paix, je pense que, la preuve en est faite, ce n'est pas à faire la guerre qu'on rend les gens plus heureux, c'est en se désarmant. Sauf que cela a des incidences économiques importantes.

On sait que depuis plusieurs années, les pays les plus riches, en particulier, ont travaillé à mettre sur pied des usines militaires pour s'armer. On s'est armé jusqu'aux dents. Jusqu'à la fin du bloc de l'Est, on a connu pendant des années le stress de la guerre froide entre l'Est et l'Ouest. Pendant ce temps, évidemment, nos usines militaires roulaient à plein. On embauchait des gens pour fabriquer de la poudre, des canons et des obus. Ces gens travaillaient, mais à mon avis ce n'était pas pour une bonne cause. J'aime mieux une politique de désarmement qu'une politique d'armement et tant mieux si nous en sommes rendus là. Sauf que, comme je le disais tantôt, cela a des incidences économiques et risque de provoquer du chômage. Cela a même déjà commencé.

Par contre, à cette époque, le gouvernement était fier d'avoir ces usines pour fabriquer ses canons, sa poudre et ses obus. Et il les faisait travailler dans ce que l'on appelait le jargon du métier, *cost plus*. On disait: «Produisez-les et on vous paiera ce que cela coûtera». Cela a eu pour conséquence de faire en sorte que la rentabilité et l'efficacité de la main-d'oeuvre, vu que ces usines pouvaient prendre le temps qu'elles désiraient ou à peu près, laissaient à désirer parce que ces entreprises n'étaient pas en compétition avec d'autres pays.

C'était le pays qui avait mis ces usines en place et qui achetait le matériel au prix que cela coûtait, donc, si au lieu de prendre un mois pour faire un canon, on pouvait en prendre un et demi, on payait un mois et demi de salaire. Cela a fait en sorte qu'aujourd'hui, les usines militaires qui veulent se diriger vers la production civile ont un ajustement à faire au niveau de l'amélioration de la rentabilité des nouveaux produits qui, eux, seront en compétition sur le marché.

Donc, quand j'entendais parler le secrétaire parlementaire du ministre de l'Industrie, il semblait se décaler en disant que c'est l'entreprise privée et que cela ne concerne pas le gouvernement, mais par contre, le gouvernement était bien fier de les avoir, ces usines, quand il en avait besoin. Alors qu'il en a moins besoin maintenant, il les laisse tomber. Je pense que c'est un devoir pour le gouvernement de faire en sorte que ces usines puissent passer de la fabrication militaire à la fabrication civile.

On sait que, comme incidence économique, le marché de la production d'armes connaît des moments difficiles depuis la fin des années 1980. Évalué à plus de 450 milliards de dollars sur le plan mondial, c'est un marché extraordinaire. C'est un marché qui faisait virer des milliards. Il y a eu une dégringolade depuis 1987 et encore plus depuis 1994. On prévoit une baisse, d'ici les prochaines années, de 25 p. 100 de ces 450 milliards produits par les usines militaires. À titre d'exemple, les conséquences de cela, c'est qu'en Europe, 600 000 emplois sont disparus du monde de la fabrication d'armements depuis 1987.

● (1245)

Aux États-Unis, 700 000 emplois. Et au Québec, on a des conséquences proportionnelles à notre main d'oeuvre. C'est donc un secteur qui périclète, c'est un secteur qui est délaissé et on n'a pas le droit, en tant que gouvernement, de laisser autant d'usines, d'employeurs et d'employés, de chimistes, d'ingénieurs, d'hommes qualifiés à l'abandon après s'en être servi pour les fins du gouvernement, pour les fins de l'armée de leur pays.

Maintenant qu'on ne place plus de commandes, que les bons de commande diminuent, on n'a pas le droit de les laisser à l'abandon, monsieur le Président. C'est donc pour ça que j'invite le gouvernement à dégager de son budget, que ce soit de la Défense, que ce soit de l'Environnement, peu importe où, de toute façon, ça vient toujours de nos poches, mais de dégager un montant d'argent permettant à ces usines-là non pas de recevoir des montants d'argent comme des suçons, mais d'avoir une aide gouvernementale, que ce soit en recherche, en développement, en conseils, en expertise, mais de ne pas laisser à l'abandon ces usines qui ont besoin de connaître, dans les jours, les semaines et les mois qui viennent, une transformation de ce qu'ils étaient habitués de produire.

Ces emplois étaient d'ailleurs concentrés au Québec, particulièrement dans la région de Montréal. Les conséquences sur son économie sont considérables. Le fameux abandon du contrat des hélicoptères, c'est sûr que cela a fait mal, mais nous, du Bloc québécois, étions d'accord avec l'abandon du contrat des hélicoptères, sauf qu'il y a une chose que le gouvernement a oublié de faire après avoir abandonné le contrat des hélicoptères, où il allait économiser quelque chose comme 5 à 6 milliards de dollars, c'est de retirer de cette économie un certain montant d'argent pour préparer un fonds d'aide à la reconversion industrielle. Chose qu'il n'a pas faite.

Il a abandonné ces usines militaires, il a empêché les 5 ou 6 milliards de dollars d'économie en mettant fin au contrat des hélicoptères. Et hier, je regardais le premier ministre canadien à la télévision faire le point sur ses six premiers mois à titre de premier ministre du Canada, et il se pétaït les bretelles. «C'est une des premières belles réalisations», disait-il, «l'abandon des hélicoptères», comme il l'avait promis pendant la campagne électorale.